

Démocratie

DÉMOCRATIE, LE RÉENCHANTEMENT NUMÉRIQUE ?

Axelle Lemaire, Gilles Finchelstein, Henri Isaac, Clément Mabi, Julie de Pimodan

**Face à la crise démocratique, qu'attendre des nouveaux outils portés par le numérique ?
Peuvent-ils faire émerger des pratiques citoyennes efficaces, qui viendront assurer un nouvel équilibre, dans notre démocratie, entre les formes participatives et représentatives ? Plutôt que d'opposer ce qui émerge et ce qui existe, trouvons le moyen de les concilier, au service d'une République plus participative et plus proche. C'est le sens des débats, analyses et propositions portés par la Fondation Jean-Jaurès et le think tank spécialisé Renaissance numérique, en lien étroit avec Axelle Lemaire et le secrétariat d'État au numérique.**

Une web-émission, tenue le 8 décembre 2016, a réuni :

- **Axelle Lemaire**, secrétaire d'État au numérique
- **Gilles Finchelstein**, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès
- **Henri Isaac**, président de Renaissance Numérique
- **Clément Mabi**, université de technologie de Compiègne, auteur du livre blanc « Démocratie : mise à jour »
- **Julie de Pimodan**, fondatrice de Fluicity

Animation : **Marjorie Paillon**

Retrouvez nos propositions dans le numéro spécial du **Drenche** (décembre 2016)

Découvrez la tribune « La citoyenneté numérique », par Gilles Finchelstein

Nos démocraties vivent une crise profonde.

L'actualité nous en offre de multiples illustrations, à l'étranger ou dans notre pays – l'inquiétude grandit. Ainsi, 72% des Français ont récemment estimé que la démocratie pourrait être remise en cause à l'avenir. Ce résultat de l'observatoire de la démocratie de la Fondation Jean-Jaurès est une alerte et cette alerte peut être salutaire si elle n'est pas seulement interprétée comme une institution à défendre – même si c'est nécessaire – mais comme une exigence pour élaborer des solutions neuves et réformer enfin ce qui doit l'être.

S'il y a une urgence dans la démocratie aujourd'hui, c'est en effet celle d'agir.

Dans ce contexte, que peut le numérique pour imaginer une République plus participative et plus proche ? Est-il un outil susceptible de porter des réponses utiles et originales à ce défi ? Sous quelles conditions, et avec quelles précautions ?

Les résultats du sondage évoqué dans ce numéro montrent que le chemin à parcourir est encore long. Je n'en prendrai que deux exemples.

L'égalité. Elle n'est pas toujours au rendez-vous, loin de là, dans les accès aux outils numériques, ou les usages que l'on en fait. Cette rupture d'égalité peut avoir d'autant plus d'impact que l'on ferait du numérique un outil central de notre fonctionnement démocratique.

La sécurité. Les conditions à réunir pour que les procédures de délibérations et de votes en ligne soit fiables, sincères et respectueuses des formes démocratiques, sont primordiales. C'est là aussi un chantier inachevé.

Il n'en demeure pas moins que le champ numérique est très prometteur, notamment en ce qu'il pourrait favoriser un meilleur équilibre démocratique entre les formes participatives, qu'il faut promouvoir, et les formes représentatives, qu'il faut rénover.

Le numérique peut être de surcroît le support efficace de nouveaux outils citoyens, susceptibles de revivifier et fluidifier notre République : plateformes de participation et de co-élaboration de la loi, instances mixtes élus-citoyens, expérimentations locales, apprentissage à la citoyenneté numérique, accès simplifié aux *open data*...

Voilà pourquoi, au moment où la France accueille le sommet « Pour un gouvernement ouvert », la Fondation Jean-Jaurès et le think tanks spécialisé Renaissance numérique, en lien avec Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique, au terme d'un long travail avec de nombreux acteurs, vont mettre en débat plusieurs propositions pour une République plus citoyenne.

Le plus vite possible, parlons-en.